

Une politique locale de sécurité : de droite ou de gauche ?

Par Frank Cannarozzo

Conseiller municipal UMP d'Aulnay-sous-Bois

Ancien adjoint au maire UMP chargé des questions de sécurité

A la lecture de l'article publié par ce journal sur le fait qu'il existerait des politiques de sécurité de gauche et de droite, mon étonnement fut complet.

J'ai été pendant 7 ans, de 2001 à 2008, adjoint du maire d'Aulnay-sous-Bois en charge des questions de sécurité. C'est donc une question que je connais bien et pas seulement en termes de concepts.

En effet l'article nous décrit 4 outils utilisés dans 4 villes différentes, Aulnay, Lyon, Aubervilliers et Toulouse. 4 villes de gauche qui innoveraient en se distinguant bien sûr de la politique gouvernementale mais aussi des villes de droite. Mais voilà, à Aulnay, ville de droite jusqu'en 2008, nous pratiquions déjà grandement ces outils.

Alors y a t il une sécurité de droite et une sécurité de gauche ? Je veux apporter ici un éclairage de terrain pour que chacun puisse répondre à cette question.

Un seul objectif

Une politique locale de sécurité ne doit avoir qu'un seul objectif : résoudre les problèmes par les moyens les plus adaptés. Et il ne faut pas avoir de religion sur les moyens, seul le droit et l'éthique doivent en fixer les limites.

Cela peut paraître aller de soi, mais dans beaucoup de colloques, les élus de droite et de gauche passent leur temps à s'affronter sur la légitimité de tel ou tel moyen et font leur choix par idéologie plus que par intérêt (général, bien sûr).

Les collectivités locales, en tous cas les communes, ont la chance par leur clause de compétence générale de pouvoir associer sur le terrain nombre de moyens : prévention, médiation, police municipale, vidéosurveillance, rénovation urbaine.

Développer une politique de sécurité locale c'est construire autour de thèmes essentiels :

- Connaissance du territoire
- Partenariat territorial
- Réduction du rapport gain/risques
- Réponse graduée
- Prise en charge des victimes

La connaissance territoriale

Combien de fois entendons-nous pester tel ou tel élu ou responsable publique sur la réalité des chiffres de la police nationale. La vérité est que ces chiffres ne sont ni vrais ni faux puisqu'ils ne représentent que ce que les citoyens rapportent aux services de police. De plus ces chiffres aussi fiables soient-ils, car ils le sont, ne reflètent que les faits les plus graves, c'est une évidence mais qui les empêchent

d'être un bon indicateur de prévention ou même d'anticipation. Pas étonnant dès lors que les interventions de police ne surviennent qu'après coup puisque leurs moyens statistiques ne leur permettent pas d'être proactifs.

A Aulnay-sous-Bois, j'avais initié deux outils pour mieux connaître le territoire : un observatoire local de la tranquillité publique et des enquêtes auprès de la population

A travers l'observatoire de la tranquillité publique, nous rassemblions mensuellement les données de la police nationale, de la police municipale, des pompiers, des bailleurs, des services publics (ville, éducation nationale,...) des transporteurs, etc. Quel objectif ? Obtenir une photographie géographique et chronologique des événements, du plus anodin (un tag, une altercation avec un chauffeur de bus,...) au plus grave.

A l'aide d'un logiciel cartographique, nous pouvions ainsi dresser pour tous les acteurs une vision globale mais aussi très locale de l'évolution de la situation, permettant ainsi de saisir les prémices d'un changement. Car tout ne se déroule pas dans le chaos le plus total, et l'on sait détecter les signes avant-coureur que l'on peut traduire dans des indicateurs d'ambiance. Ici tous les agents de terrain, du jardinier au gardien, remontaient chaque semaine tous ces petits signes qu'ils sont les seuls capables de distinguer dans leur environnement. Bref à l'échelle globale ce qu'Aubervilliers a mis en place avec ses référents.

Pour également alimenter l'état des lieux permanent, il faut associer à cet outil des enquêtes auprès de la population, notamment les enquêtes de victimisation. Ces enquêtes permettent de mesurer tous les 3 ans les faits non déclarés à la police nationale. Et ils permettent d'ailleurs de les corroborer. Il faut juste accepter que la réalité soit 2 à 4 fois supérieure selon les faits. Cela coûte cher, demande de regarder les choses sur le long terme mais c'est vraiment un bon moyen pour avoir une vision objective du résultat d'une politique.

Peu d'élus sont conscients de la nécessité de se doter de vrais outils de mesure pour prendre les bonnes décisions. Elles risqueraient de ne pas être conformes à leur idéologie. D'ailleurs à Aulnay sous bois, ces outils n'existent plus, la gauche préfère s'en passer...

Le partenariat territorial

La gauche gouvernementale (Chevènement) avait eu une bonne idée que la droite avait poursuivie et amélioré, les conseils locaux de prévention et de sécurité.

En effet même si dans chaque ville le territoire apparaît comme uniforme, il est bardé de barrières invisibles pour nos concitoyens mais très rigides pour les différentes institutions qui travaillent sur une ville. Et autant dire que les délinquants de tout poil se servent allègrement de ces barrières contre les institutions elles-mêmes. Prenons le cas caricatural mais que tout le monde connaît du jeune délinquant. Si la journée il commet une grosse bêtise, pour ne pas dire plus, au lycée, puis une plus grave dans le bus qui le ramène chez lui, puis encore une le soir sur quelques voitures qui bordent le gymnase ou il va au sport et enfin dans la cage d'escalier la nuit, personne ne peut relier ces faits entre eux. Chaque « victime », l'éducation nationale,

le transporteur, les riverains, les voisins et le bailleur, ne connaît les malheurs de l'autre et n'envisage pas qu'un partage des informations comme décrit plus haut, mais aussi qu'un partenariat dans l'action permettrait de déterminer auteur puis origine et donc traitement.

Les clspd ont pour objectif de faire tomber ces barrières, de nous permettre d'avoir des actions coordonnées, des résultats communs, une acceptation des pratiques différentes des autres services et enfin un regard commun, plus objectif sur les résultats.

Dans la pratique cela est efficace pour ceux qui savent jouer le jeu.

L'une des difficultés majeures de ces clspd est leur organisation. En effet si les divers acteurs signent bien un contrat d'actions communes, ceux qui ne le respectent pas ne risquent pas grand-chose. Si l'on voulait vraiment réussir les choses, il faudrait comme pour la rénovation urbaine, avec l'anru, faire preuve d'unité : unité d'autorité (une seule et pas 5 ou plus), unité d'objectifs (un contrat qui s'impose à ces signataires) unité de moyens humains et financiers (réunir un financement spécifique). Il y a là une sérieuse piste d'amélioration.

A Aulnay, ce clspd ne fonctionne plus alors qu'il était reconnu comme utile par ses signataires. Là encore la gauche sait se passer de l'essentiel.

La réduction du rapport gain/risques

On aime à croire, souvent à gauche, que la délinquance est une simple conséquence de la misère. Si la misère est bien un moteur, elle n'est pas la raison du passage à l'acte, sinon les plus pauvres seraient tous des délinquants. Or la plus grande partie des plus pauvres sont des gens dignes qui ne s'autoriseraient jamais des actes délinquants. D'ailleurs le type de délinquance qui se développe, notamment la violence gratuite, ou non, contre les personnes démontre qu'elle ne sert nullement à résorber cette misère et qu'elle s'exerce souvent sur des gens tout aussi fragiles socialement.

En fait quand on regarde de près un certain nombre d'études anglo-saxonnes (la théorie de la barrière) ou d'enquêtes auprès des mineurs délinquants (Sébastien Rocher) on s'aperçoit que l'envie est un moteur beaucoup plus puissant et que la facilité d'exécution est LE facteur déclenchant.

Alors que faire ? Il faut avoir une politique de réduction du rapport gain/risques. Nos délinquants comme tout le monde agissent suivant ce rapport et il leur permet de déterminer le passage à l'acte.

Cette politique s'est exercée sur les biens personnels, les voitures et les logements notamment avec les alarmes, elle doit massivement s'exercer sur l'espace public. Dans nos banlieues, dans nos cités, elle se traduit depuis quelques années à travers la rénovation urbaine par ce qu'on appelle la « résidentialisation » des immeubles collectifs. Il s'agit en fait de réduire l'accès de chaque cage d'escalier à ses seuls résidents, de mettre les véhicules à l'abri dans des parkings fermés, etc. Cela peut paraître accessoire mais c'est pourtant capital. A la fois, cela permet de mettre des

barrières (des risques) entre l'auteur potentiel et l'objet du délit, mais aussi de rendre une certaine liberté à ceux qui résident là.

En effet, il faut penser que dans ces quartiers, pour les habitants, leur bien le plus précieux, au sens strictement financier, est souvent leur voiture. Rien dans leur appartement en location n'a la valeur de cette voiture. Or c'est le seul objet qu'ils ne peuvent mettre à l'abri, le seul qui reste dehors à la merci du premier voyou venu. Pas étonnant d'ailleurs que le symbole de la délinquance soit devenu la voiture brûlée car il est significatif de cette emprise physique sur leur propriétaire. Les chiffres généraux de la délinquance de voie publique le démontrent à eux seuls, le tiers de tous les délits est lié à la voiture (vols, vols d'accessoires, casse, incendie, etc). Ne pas comprendre que dans nos villes, la sécurité des véhicules est un point plus que crucial, est donc une erreur stratégique.

La seconde façon de réduire ce rapport gain/risques, c'est également la vidéosurveillance. Aulnay-sous-bois fut la première ville de Seine-Saint-Denis à la mettre en place dès 2004. Elle est souvent controversée parce que personne ne peut prouver qu'elle est efficace ou qu'elle ne l'est pas. En fait, il faut là aussi ne pas faire d'erreur, elle n'est pas utile partout et pas efficace partout. Elle doit être cantonnée à des lieux à forte fréquentation, là où la surveillance humaine au sol est très difficile, et à des lieux où la délinquance est typiquement reliée au lieu. C'est ainsi le cas du racket qui s'exerce entre la sortie du collège et l'arrêt de bus, ou le vol de sac à main qui a lieu dans les transports ou les zones commerçantes. C'est la seule façon de ne pas simplement déplacer la délinquance vers un autre lieu. Mais il existe un deuxième point fondamental à l'efficacité de ce système, il s'agit de l'action humaine. Les écrans de caméra ne peuvent être sans surveillance, et tout fait vu en temps réel doit faire l'objet d'un traitement très rapide sur le terrain.

Le traitement de l'espace de vie, de l'urbain, associé à la vidéosurveillance, ce qu'on appelle à Lyon la prévention situationnelle, se pratiquait encore une fois à Aulnay avant que la gauche ne la dirige. A noter qu'elle n'utilise plus la vidéosurveillance, idéologie oblige. Il n'y a pas qu'une seule gauche ...

La réponse graduée

Le mot « riposte » est un mauvais mot. Et dans la façon dont le maire d'Aulnay explique aujourd'hui la graduation, il y a une énorme confusion. En effet dès le début de l'année 2005, j'avais mi en place une réponse graduée mais celle-ci n'avait pas pour objet de donner de la progressivité à la réponse apportée à un fait. Elle avait pour objet d'apporter une réponse différente selon les faits, pas d'éviter de faire intervenir la police ! Quel drôle d'objectif que de vouloir éviter l'intervention de la police pour ne pas froisser quelques énergumènes !!!

La raison d'être de la réponse graduée, c'est de répondre à une simple altercation ou un problème entre collégiens par un médiateur, à un trouble à la tranquillité publique ou un tapage par la police municipale, à un délit par la police nationale et seulement elle.

En 2002 alors que beaucoup de communes dissolvaient leurs équipes de médiateurs avec la fin des emplois jeunes, j'avais fait le choix à l'époque d'en faire des

fonctionnaires territoriaux mieux formés (par la police nationale), véritables interlocuteurs des autres acteurs : éducateurs de rue, polices municipale et nationale.

La solution n'est pas de considérer que chaque outil est le prédécesseur d'un autre plus répressif mais d'adapter l'outil à la situation, de choisir celui qui obtient rapidement la meilleure réponse en fonction du type de faits.

Cette vision de « riposte graduée » est dépassée et dangereuse. Elle pousse à la fois chaque outil à faire mieux que l'autre sur les mêmes faits alors qu'ils n'ont ni la même formation ni la même vocation, mais également parce qu'elle finit par entretenir une redoutable confusion des genres qui inexorablement mettra un jour en danger ceux qui sont le moins bien armés dans les situations qui dérapent.

Là encore la gauche à Aulnay a une idéologie et non une politique.

La prise en charge des victimes

L'expérience décrite de Toulouse est très intéressante et je me rappelle avoir quelque peu bataillé pour organiser quelque chose du même ordre qui n'aura finalement vu le jour par manque de temps.

On l'a vu précédemment, la multiplicité des acteurs, des réponses, mais aussi des façons dont les citoyens peuvent se plaindre, dans le sens littéral, revête tellement de forme que personne n'est capable à un moment donné de donner une réponse claire à l'évolution d'une réclamation, d'une plainte.

J'avais donc envisagé d'enregistrer dans un seul fichier sous un numéro chronologique unique tous les faits, délits ou pas, commis sur le territoire communal et enregistré par n'importe quel acteur (éducation nationale, bailleurs, ville police, etc). On pouvait ainsi organiser la traçabilité du traitement ultérieur, en préservant bien sûr les données confidentielles de base, permettant ainsi à un standard centralisé d'apporter une réponse au « plaignant » sur l'état du traitement, de la procédure en cours et le nom de la personne habilitée à délivrer les détails.

Il est capital de permettre à nos concitoyens de suivre le traitement de leurs réclamations ou plaintes. C'est le seul moyen de leur permettre d'avoir confiance dans les institutions chargées de régler leur situation. Combien de fois recevons-nous d'habitants qui n'ont aucune nouvelle des suites données ! C'est l'assurance de leur laisser penser que rien n'est fait.

Malheureusement les grandes institutions n'étaient pas prêtes à partager : l'information est encore source de pouvoir. Pourtant elles gagneraient en crédibilité.

Mais j'avais mis en place d'autres outils capables de répondre concrètement à l'interrogation, au désarroi des victimes. D'abord un bureau d'aide aux victimes suit depuis maintenant 1997 environ 400 victimes par an dans leurs démarches juridiques et leur apporte le soutien psychologique nécessaire. Ensuite en partenariat avec le commissaire de police, nous avons installé dans les locaux même de la police nationale un correspondant social capable de prendre en charge les victimes

dès leur dépôt de plainte. Enfin, un correspondant ville-justice terminait le dispositif afin de connaître en temps réel l'état des dossiers, d'échanger avec le bureau d'aide aux victimes et de pouvoir jeter un regard objectif sur la performance des procédures engagées.

Il faut encore noter qu'à Aulnay la gauche n'a ni maintenu le correspondant social ni le correspondant ville-justice. Les victimes n'ont qu'à attendre...

Ainsi entre 2001 et 2008 nous avons réussi à construire l'ensemble de la palette de réponses et d'interventions : observatoire, clspd, convention avec la prévention spécialisée (éducateurs de rue), médiation, vidéosurveillance, police municipale renforcée, convention avec la police nationale, prise en charge des victimes. Preuve si besoin était que la politique de sécurité à droite ne se réduit pas au seul exercice de la répression.

Je souhaitais, à travers ce témoignage sur mon action dans ce domaine, montrer aux lecteurs du Monde que l'idéologie et la démagogie sont mauvaises conseillères en matière de sécurité et que celles-ci sont équitablement réparties à droite et à gauche. Il n'y a pas une bonne politique de sécurité de gauche et focaliser l'obtention de bons résultats au travers d'un seul moyen, quelqu'il soit, c'est faire preuve de beaucoup de prétention.

Je terminerai enfin en espérant avoir rafraîchi la mémoire du maire socialiste d'Aulnay qui semblait avoir totalement oublié qu'il utilisait les outils mis en place par ses prédécesseurs et qu'il en avait sacrifié bien d'autres capable de l'éclairer. En politique l'honnêteté intellectuelle, ça compte quand même un peu...